



**MINISTÈRES
AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction des affaires financières
Service des achats et du soutien
Sous-direction de l'environnement de travail
et de l'immobilier opérationnel
Bureau de l'accueil et du cadre de vie**

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Procédure SG-SAD3-042-24

Prestations de nettoyage des locaux de l'administration centrale, des sites situés à La Défense, des ministères de l'Aménagement du territoire et de la transition écologique.

Table des matières

ARTICLE 1.	Objet du marché	4
1.1)	Description de l'objet	4
1.2)	Code de la nomenclature CPV :	4
1.3)	Lieux d'exécution des prestations	4
ARTICLE 2.	Caractéristiques du marché	4
2.1)	Forme du marché	4
2.2)	Durée du marché	5
ARTICLE 3.	Pièces constitutives du marché	5
ARTICLE 4.	Intervenants	5
4.1)	Le représentant du pouvoir adjudicateur	5
4.2)	Représentant et équipe du titulaire	6
4.3)	Changements affectant le titulaire	6
4.4)	Désignation de sous-traitants en cours de marché	6
ARTICLE 5.	Reprise des comptes-rendus	6
ARTICLE 6.	Clause de réexamen	7
6.1)	Modification de produits	7
6.2)	Modification des prestations forfaitaires	7
6.3)	Modification des lieux d'exécution	7
6.4)	Evolution de la réglementation	8
ARTICLE 7.	Prix des prestations	8
7.1)	Contenu et forme de prix	8
7.2)	Révision des prix	8
ARTICLE 8.	Modalités d'exécution des prestations	9
8.1)	Début des prestations	9
8.2)	Prestations à bons de commande	9
8.2.1)	Émission des bons de commande des prestations exceptionnelles	9
8.2.2)	Durée d'exécution des bons de commande	9
8.2.3)	Modification ou annulation d'un bon de commande	10
8.3)	Clause d'insertion par l'activité économique	10
8.3.1)	Action d'insertion par l'activité économique	10
L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement		12
Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché)		12
8.3.2)	Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion	13
ARTICLE 9.	Pénalités	14

ARTICLE 10. Avance.....	16
10.1) Conditions d’octroi	16
10.2) Montant de l’avance	17
10.3) Remboursement	17
ARTICLE 11. Facturation.....	17
11.1) Modalités de paiement	17
11.2) Facturation dématérialisée	17
11.3) Délais de paiement	18
11.4) Intérêts moratoires	19
11.5) Paiement des sous-traitants.....	19
ARTICLE 12. Obligations du titulaire	19
12.1) Responsabilités.....	19
12.2) Obligation de résultat	19
12.3) Obligation de conseil.....	19
12.4) Informations	20
12.5) Confidentialité	20
12.6) Responsabilité civile professionnelle	20
12.7) Défaillance du titulaire.....	21
12.8) Reprise du personnel et transmission des informations sur la masse salariale	21
ARTICLE 13. Résiliation	21
ARTICLE 14. Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)	22
ARTICLE 15. Dispositions diverses	22
15.1) Moyens de communication.....	22
15.2) Forme des notifications et informations	22
15.3) Délais.....	22
ARTICLE 16. Différents, litiges et juridictions compétentes.....	22
ARTICLE 17. DérogationS aux documents généraux	22

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

1.1) Description de l'objet

Le présent marché a pour objet des prestations de nettoyage des locaux de l'administration centrale des ministères de l'aménagement du territoire et de la transition écologique.

Les sites concernés sont classés pour certains « Immeubles de Grande Hauteur » (IGH) ou « Etablissement Recevant du Public » (ERP).

Leurs caractéristiques sont présentées à l'annexe 1 du CCTP. Ces caractéristiques sont applicables au moment de la rédaction du présent CCTP et portent notamment sur :

- la localisation, le classement (IGH/ERP) et le nombre de niveaux le cas échéant ;
- les moyens d'accès ;
- les surfaces de sols ;
- les prestations spécifiques ;
- les moyens de stockage des déchets.

1.2) Code de la nomenclature CPV :

Le numéro de référence à la nomenclature CPV sont :

- Code principal : 90919200-4 ► Services de nettoyage de bureaux

1.3) Lieux d'exécution des prestations

Les prestations s'exécutent sur les sites suivants situés à la Défense et Nanterre :

- Arche paroi sud et son parking ;
- Plot I ;
- Tour Séquoia et son parking ;
- Tour W ;
- Nanterre et son parking.

La liste de ces bâtiments est susceptible d'être modifiée, par avenant, pendant la durée du marché, dans la limite géographique de la région Île-de-France.

En cas d'ajout ou de suppression d'un site, le représentant du pouvoir adjudicateur respecte un préavis de 1 mois pour transmettre au titulaire la fiche du nouveau site.

Les stipulations du CCTP s'appliquent également aux nouveaux sites qui pourraient entrer dans le périmètre de gestion de l'administration centrale, durant l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut élever aucune réclamation en cas d'adjonction ou d'abandon d'un ou plusieurs sites de la part de l'administration

ARTICLE 2. CARACTERISTIQUES DU MARCHE

2.1) Forme du marché

Le marché est un marché de services au sens de l'article L1111-4 du code de la commande publique (CCP).

Il se compose :

- d'une prestation forfaitaire destinée à assurer les prestations récurrentes et la fourniture des produits d'entretien comme définies dans le CCTP ;

- de prestations de nettoyage exceptionnelles prenant la forme d'un accord-cadre ,

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est conclu **sans montant minimum et avec un montant maximum de 600 000 € HT pour la durée totale du marché.**

2.2) Durée du marché

Le marché est conclu pour une période ferme de 12 mois à compter de sa date de notification.

Il peut faire l'objet de 3 reconductions tacites. Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

La durée du marché ne dépassera pas 48 mois.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée au titulaire un mois minimum avant la date anniversaire du marché.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles du marché – seul faisant foi, CCAG/FCS excepté, l'exemplaire original unique conservé dans les archives de l'administration – sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - annexe 1, la décomposition du prix global et forfaitaire des prestations récurrentes ;
 - annexe 2, le bordereau des prix unitaires des prestations exceptionnelles de nettoyage ;
 - annexe 3, le bordereau des prix unitaires des prestations exceptionnelles de désinfection ;
 - annexe 4, les délais.
- Les comptes rendus de réunions de suivi et des revues annuelles acceptés par l'administration ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - annexe 1, la fréquences des prestations ;
 - annexe 2, la définition des zones ;
 - annexe 3, les fiches de présentation des bâtiments ;
 - annexe 4, procès-verbal d'état de propreté des lieux ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le ou les bons de commande.

Sauf cas d'erreur manifeste, l'ordre de priorité des pièces contractuelles – dont la liste déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS – prévaut en cas de contradiction dans le contenu de ces pièces.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification du marché ne comporte que la copie de l'acte d'engagement (AE) et de ses annexes financières.

ARTICLE 4. INTERVENANTS

4.1) Le représentant du pouvoir adjudicateur

L'administration est représentée par le Secrétariat général (SG) – service des achats et du soutien (SAS) – Sous-direction de l'environnement de travail et de l'immobilier opérationnel – bureau de l'accueil

et du cadre de vie (SETI1).

4.2) Représentant et équipe du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'administration, pour les besoins de l'exécution des prestations.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

De plus, le titulaire met en place une structure managériale comme décrit dans l'article 5 du CCTP.

4.3) Changements affectant le titulaire

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement le maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent, notamment :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à l'adresse du siège de l'entreprise ;
- au SIRET ;
- aux coordonnées bancaires ;
- à la fusion de l'entreprise avec un tiers ;
- à la cession de l'entreprise, à la cession d'une ou plusieurs branches d'activités de l'entreprise ou de cessions d'actifs, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

L'administration ne pourra être tenue pour responsable des retards de paiement si des factures présentent des divergences avec les indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications propres au titulaire dont elle n'aurait pas eu connaissance.

4.4) Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la personne publique l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

ARTICLE 5. REPRISE DES COMPTES-RENDUS

Des comptes rendus sont remis à l'administration dans les conditions décrites dans l'article 5.1 du CCTP suite aux réunions de suivi et des revues annuelles.

Ces documents doivent être validés par l'administration dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la réception du document. Passé ces 7 jours, le silence de l'administration vaut acceptation et leur confère une valeur contractuelle.

Lorsqu'elle estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point ou modifications, l'administration peut **ajourner la validation** des documents par une décision motivée.

Cette décision invite le prestataire à lui présenter à nouveau les documents modifiés dans le délai indiqué.

De telles demandes n'ouvrent droit ni à un allongement du délai initial ni à une rémunération supplémentaire.

ARTICLE 6. CLAUSE DE REEXAMEN

Dans le cadre d'une clause de réexamen prévue à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications ci-dessous pourraient intervenir en cours d'exécution.

Pour l'application de cette clause,

- l'administration étudie, au cas par cas, la faisabilité juridique, technique, administrative de la modification ;
- l'administration informe le titulaire dès connaissance de la modification et lui fournit toutes les informations nécessaires ;
- ces modifications peuvent donner lieu à une négociation des tarifs et/ou des éléments techniques avec le titulaire ;
- l'administration prévoit, en accord avec le titulaire, un délai pour le retour : devis, documents techniques, modifications des annexes.... ;
- l'administration se charge, sur la base des documents fournis, de contractualiser la modification.

Le titulaire peut également proposer des modifications.

Les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du marché et ne doivent pas constituer une modification substantielle.

6.1) Modification de produits

Le titulaire a la faculté, pendant la durée de validité du marché de proposer :

- des modifications sur ses services/produits en vue de leur amélioration (plan d'amélioration continue) ;
- l'introduction de nouveaux produits tant qu'ils s'inscrivent dans le cadre du présent contrat. Il s'agit notamment de nouveaux produits devant remplacer d'autres produits.

En cas de substitution d'un produit par un autre, les nouveaux produits à qualité au moins égale à celles des anciens sont livrés à un prix au plus égal.

Toute modification ou substitution est subordonnée à l'accord du représentant du pouvoir adjudicateur formalisé par une modification du contrat. Toute proposition sur un produit doit être adressée au représentant du pouvoir adjudicateur et doit être accompagnée de sa fiche technique et des données liées au changement.

6.2) Modification des prestations forfaitaires

Toute modification dans la composition des prestations forfaitaires (notamment la fréquence de passage...) fait l'objet d'un avenant (articles R.2194-1 et suivants du code de la commande publique).

6.3) Modification des lieux d'exécution

Le rajout/suppression de sites ou de surfaces pourra s'effectuer, par avenant, pendant la durée du marché, dans la limite géographique de la région Île-de-France.

En cas d'ajout ou de retrait d'un site, le représentant du pouvoir adjudicateur respecte un préavis de 1 mois pour en informer le titulaire et lui transmettre éventuellement la fiche du nouveau site.

En cas de réorganisation ministérielle, l'ajout ou le retrait d'un site pourra s'effectuer dans un délai plus court si l'urgence le nécessite.

Les stipulations des documents contractuels s'appliquent également aux nouveaux sites qui pourraient entrer dans le périmètre de gestion de l'administration centrale, durant l'exécution du marché.

Le titulaire ne peut élever aucune réclamation en cas d'adjonction ou d'abandon d'un ou plusieurs sites de la part de l'administration. Aucune indemnité ne peut être réclamée par le titulaire en cas de suppression de site.

6.4) Evolution de la réglementation

Afin d'adapter les prestations aux évolutions réglementaires, le présent marché peut faire l'objet d'avenants pour la prise en compte de ces évolutions.

ARTICLE 7. PRIX DES PRESTATIONS

7.1) Contenu et forme de prix

Le prix des prestations récurrentes est un prix forfaitaire annuel indiqué en annexe à l'acte d'engagement.

Les prix des prestations exceptionnelles sont des prix unitaires appliqués aux quantités à exécuter et indiqués en annexes 2 et 3 à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations (charges fiscales, actions de formation, consommables...). Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

7.2) Révision des prix

Les prix sont définitifs et révisables. Ils font l'objet d'une révision annuelle à la date anniversaire du marché et par application de la formule suivante :

$$P = 0,9 \times (P_0 \text{ 010766785} \times I_n \text{ 010766785} / I_o \text{ 010766785}) + 0,1 \times (P_0 \text{ 010763828} \times I_n \text{ 010763828} / I_o \text{ 010763828})$$

Formule dans laquelle :

- **P** est le prix révisé.
- **P₀** est le prix en cours d'application (par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG)
- **I_n** est la dernière valeur définitive publiée un mois avant la date d'effet de la révision de l'indice.
- **I_o** est le dernier indice définitif connu au moment de la précédente révision.

L'indice 010766785 correspond à l'**indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Prix de base – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public – Base 2024**(identifiant : 010766785).

L'indice 010763828 correspond à l'**indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de base – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien – Base 2021** (identifiant : 010763828).

Ils peuvent être consultés sur les sites web de l'INSEE.

Un mois avant la date de révision, le titulaire propose à l'administration, par courrier électronique, l'ensemble des annexes financières pour les prestations récurrentes à prix forfaitaire et pour les prestations exceptionnelles.

La personne publique valide la proposition ou apporte les corrections nécessaires immédiatement.
Le prix révisé est arrêté à la 2ème décimale.

Les prix ainsi révisés sont fermes pour la nouvelle période d'exécution du marché.

Pour les prestations récurrentes, ils s'appliquent à la date anniversaire du marché. Pour les prestations à bons de commande, ils s'appliquent sur les bons de commande émis à compter de la date anniversaire du marché.

En cas de disparition de l'indice ci-dessus, un avenant est établi afin d'adopter un indice de substitution. Dans le cas où l'indice de substitution fourni par l'INSEE n'est pas l'équivalent de l'indice initial, ce dernier peut être remplacé par un autre indice plus approprié au regard des prestations du marché.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1) Début des prestations

Les prestations récurrentes débutent à la notification.

Les prestations exceptionnelles s'exécutent par l'émission de bons de commande, au fur et à mesure de la survenance du besoin. Leur exécution débute à la date de notification du bon de commande ou à la date indiquée dans le bon de commande.

8.2) Prestations à bons de commande

8.2.1) Émission des bons de commande des prestations exceptionnelles

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ils sont notifiés au titulaire par courriel, avec demande d'accusé de réception expresse par la même voie.

Ils mentionnent :

- la date d'émission du bon de commande,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro d'engagement juridique du marché, désigné par l'intitulé n° Chorus,
- l'objet du marché public,
- le service émetteur,
- le numéro de SIRET Etat,
- l'adresse de livraison,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- l'adresse de facturation et le code du service exécutant des factures,
- la durée d'exécution du bon de commande,
- les références du BPU (le cas échéant),
- le prix unitaire hors taxes,
- le montant total hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises.

8.2.2) Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Ils sont exécutoires, même après la fin des délais contractuels du marché, dès lors que la durée d'exécution des prestations stipulées aux bons de commande ne dépasse pas un délai de trois mois

calendaires à compter de la fin contractuelle du marché.

Sauf indication contraire, la résiliation du marché ne remet pas en cause la validité des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations de ces bons de commande.

8.2.3) Modification ou annulation d'un bon de commande

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution, ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des prestations. L'annulation ou la modification d'un bon de commande est notifiée au titulaire suivant les modalités prévues dans le présent document. La modification d'un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

L'annulation ou la réduction d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais le titulaire a droit au paiement :

- des prestations exécutées avant la notification de l'annulation ou de la réduction de la commande,
- d'une indemnité couvrant, le cas échéant, les frais et investissements engagés après notification du bon de commande initial, strictement nécessaires à son exécution, et qui n'auraient pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

Il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation du montant des prestations exécutées ainsi que de l'indemnité pour frais et investissements.

8.3) Clause d'insertion par l'activité économique

8.3.1) Action d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Les publics visés :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- les personnes percevant une pension d'invalidité
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)

- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- les personnes placées sous main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Un volume horaire de travail minimum leur est obligatoirement réservé. Celui-ci n'est exigible qu'à compter de la deuxième période. Il est établi en fonction du nombre de personnels que l'entreprise attributaire a du reprendre au titre de l'application des dispositions inscrites à l'annexe 7 de la Convention collective des entreprises de propreté. Sont utilisés les indices suivants :

- Hr = nombre annuel d'heures de travail réalisées par les personnes dont le contrat a été effectivement repris et toujours en poste à date du début de la deuxième période ;
- Ht = nombre annuel d'heures de travail nécessaires à la réalisation des prestations ;
- $\delta = 1 - (Hr / Ht)$

Lot	Nombre d'heures d'insertion minimal à réaliser à partir de la 2 ^{ème} période, par année d'exécution du marché :
Lot unique	$(300 * \delta) + 300$

Exemple : si le personnel ayant fait l'objet d'une reprise de contrat réalise l'équivalent de 50% des heures nécessaires à la bonne réalisation des prestations à date du début de la deuxième période, alors $\delta = 1 - 0,5 = 0,5$ d'où $(300 * 0,5) + 150 = 150 + 300 = 450$ heures annuelles à réaliser.

Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion:

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales:

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Valentin SOUCHARD
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris
07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur et aux destinataires suivants de l'EPEC :

anne.gucek-theron@developpement-durable.gouv.fr
nathalie.farganel@developpement-durable.gouv.fr
hanane.iazza@developpement-durable.gouv.fr

beatrice.calvet@epec.paris copie valentin.souchard@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 9 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

8.3.2) Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité

des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet
75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 9. PENALITES

En cas de manquement à ses obligations contractuelles et par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-après :

- Non-exécution des prestations récurrentes (cf. art. 4.1 du CCTP): 75 € par prestation non exécutée.
- Non-respect du tri sélectif (cf. art.4.2 du CCTP) : 200 € par constatation.
- Non-respect de la réalisation des prestations exceptionnelles dans les délais impartis (cf. art. 4.5 du CCTP) : 100 € par jour de retard.
- Absence de rechargement des distributeurs (cf. art. 4.6 du CCTP) : 50€ par jour ouvré et par distributeur non rechargé.

- Retard dans la transmission de l'organigramme et des missions précises de l'encadrement (cf. art 5 du CCTP) : 100 € par tranche de 7 jours ouvrés à compter de la modification.
- Retard dans la transmission du compte-rendu de réunion (cf. art 5.1 du CCTP) : 50 € par jour ouvré de retard.
- Retard dans l'application des consignes dans les délais impartis (cf. art 5.1 du CCTP) : 50 € par jour ouvré de retard.
- Non-respect des délais de remplacement d'un encadrant, à la demande de l'administration (cf. art. 5.4 du CCTP) : 100€ par jour ouvré de retard.
- Non-respect des délais de remplacement d'un encadrant, non demandé par l'administration (cf. art. 5.4 du CCTP) : 100€ par jour ouvré de retard.
- Remplacement d'un encadrant par un agent de niveau de compétences inférieur (cf. art. 5.4 du CCTP) : 100€ par jour ouvré de retard.
- Absence des représentants du titulaire aux comités (cf. art. 5.5 du CCTP) : 100€ pour jour d'absence,
- Retard dans la transmission des plannings et de leurs actualisation (cf. art. 5.6 du CCTP) : 50€ pour tranche de 7 jours ouvrés entamée,
- Non-respect de la mise en place de la structure d'encadrement de proximité œuvrant et/ou non œuvrant (cf. art. 5.7 du CCTP) : 200 € par jour ouvré de retard à compter de l'envoi du mail de l'administration,
- Retard dans la transmission des justificatifs des qualifications du personnel (cf. art. 5.7 du CCTP) : 50€ par jour ouvré de retard,
- Non-transmission de la programmation des travaux hebdomadaires du samedi (cf. art 5.12 du CCTP) : 100 € par non transmission,
- Non transmission des demandes d'autorisation d'accès avec photocopie couleur de la pièce d'identité du personnel (cf. art. 5.14 du CCTP) : 100 € par non transmission,
- Non-port et/ou la perte d'un badge nominatif (cf. art 5.14 du CCPT) : 50 € par agent concerné et par jour ouvré,
- Non-respect des modalités d'accès aux bâtiments de l'administration (article 5.14 du CCTP) : 150 € par infraction,
- Non-respect des obligations liées à la tenue vestimentaire (cf. art. 5.15 du CCTP) : 100 € par agent concerné,
- Non-respect du remplacement du matériel défectueux sans délai (cf. art. 5.16.1 du CCTP) : 50€/jour ouvré,
- Retard dans la transmission du plan de prévention (cf. art. 5.16.4 du CCTP) : 30 € par jour ouvré de retard,

- Retard dans la transmission du plan de continuité des activités et du plan de reprise d'activité (cf. art 5.17.2 du CCTP) : 30 €/jour ouvré de retard,
- Non admission des prestations de fréquence trimestrielle à annuelle (cf. art. 6.3 du CCTP): 150 €/semaine de retard,
- Non-transmission sans délai des signalements de dysfonctionnement et de défectuosité des équipements (cf. art 7.2 du CCTP) : 50 €/heures,
- Retard dans la transmission de la liste du matériel et des notices (cf. art. 8.1 du CCTP) : 50€/jour ouvré de retard,
- Retard dans le remplacement des équipements défectueux (cf. art. 8.1 du CCTP) : 50€/jour ouvré de retard,
- Retard du retrait et du remplacement des produits non conforme (cf. art. 8.2 du CCTP) : 200€/constatation/jour ouvré,
- Le défaut de remise des informations concernant la reprise du personnel (masse salariale, ...) (cf article 12.8 du CCAP) entraîne une pénalité pour chaque jour ouvré de retard, de 200 € TTC. Les jours de retard sont décomptés à partir du délai de remise de ces documents fixé par l'administration et notifié au titulaire par courriel.
- En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée (cf. art. 8.3 du CCAP).
- En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur (cf. art 8 du CCAP).

ARTICLE 10. AVANCE

10.1) Conditions d'octroi

Selon les dispositions de l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire :

- s'agissant des prestations récurrentes, lorsque le montant annuel est supérieur à 50 000 € hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance n'est due que sur la part du montant annuel qui ne fait pas l'objet de sous-traitance ;
- s'agissant des prestations exceptionnelles, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € hors taxes et d'un délai d'exécution supérieur à deux mois. Cette avance n'est due que sur la part du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément indiqué à l'acte d'engagement. Ce refus vaut pour les prestations récurrentes et pour les prestations exceptionnelles.

En l'absence d'indication, l'avance est considérée comme acceptée.

10.2) Montant de l'avance

Le montant de l'avance est fixé :

- s'agissant des prestations récurrentes :
 - à 5 % du montant annuel toutes taxes comprises, si la durée prévue est inférieure ou égale à 12 mois ;
- s'agissant des prestations exceptionnelles :
 - à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
 - à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant toutes taxes comprises du bon de commande divisé par la durée du bon de commande exprimée en mois, si cette durée est supérieure à douze mois.

Conformément à l'article R2191-7 du Code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise le montant de l'avance est porté à 30%.

10.3) Remboursement

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre de règlement. Il commence quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ou des prestations récurrentes et doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 % de ce montant.

ARTICLE 11. FACTURATION

11.1) Modalités de paiement

Les prestations, qu'elles soient récurrentes ou exceptionnelles, font l'objet d'une facturation mensuelle. S'il y a lieu, les pénalités applicables sont soustraites des paiements.

Le paiement des sommes dues au titulaire est effectué à l'issue de l'exécution des prestations après certification du service fait et sur présentation d'une facture établie comme il est indiqué à l'article suivant.

11.2) Facturation dématérialisée

Le titulaire établit une facture mensuelle en précisant les sommes auxquelles il prétend.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La facture établie par le titulaire devra obligatoirement être dématérialisée. Le titulaire devra, en parallèle, transmettre au bureau **SG/DAF/SAS/SET1.1** une copie de cette dernière.

Ces factures mentionnent, outre les mentions légales :

- La date et le numéro de la facture,
- La date de la prestation,
- L'identité du prestataire :

- dénomination sociale
- adresse du siège social et adresse de facturation (si différente),
- numéro de SIRET,
- références bancaires mentionné sur l'acte d'engagement,
- L'identité de l'acheteur (MTECT) :
 - dénomination sociale,
 - adresse de l'acheteur,
 - code du service exécutant (XXX),
- Le numéro de l'engagement juridique (EJ Chorus) de référence,
- Le numéro du bon de commande, pour les prestations exceptionnelles,
- La désignation des prestations identifiées au moyen de leur libellé exact,
- Le prix unitaire hors TVA des prestations et leur quantité,
- Le montant total hors taxes,
- Le montant de la réduction de prix (le cas échéant),
- Le taux et le montant de TVA,
- Le montant total toutes taxes comprises.

La facture est transmise via le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL :
<https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire peut également se connecter pour accéder au kit de communication destinée aux fournisseurs. Celui-ci explique les modalités pratiques de mise en œuvre pour dématérialiser les factures.

Conformément à l'article D2192-2 du code de la commande publique, les factures dématérialisées doivent comporter les mentions légales mentionnées ci-dessus ainsi que le numéro d'engagement juridique (EJ) de référence et le code service exécutant.

Ces deux dernières mentions sont données par la personne publique au moment de la notification du marché ou sont incluses dans les bons de commande au fur et à mesure de leur édition dans le cas d'un marché à bons de commande.

Le n° EJ et le code service exécutant sont des données indispensables. Si elles ne sont pas indiquées dans la facture, celle-ci est rejetée.

11.3) Délais de paiement

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2192-12 et suivants du code de la commande publique. Le paiement est effectué après vérification du service fait.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

11.4) Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et de pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

11.5) Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600,00 € TTC, le sous-traitant est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le paiement des sous-traitants en paiement direct est effectué sur la base des pièces justificatives, revêtues de l'acceptation du titulaire du marché et transmises par celui-ci, conformément aux modalités de paiement prévues dans le contrat de sous-traitance.

Les paiements ne peuvent intervenir qu'après service fait.

Les règles de facturation sont identiques à celles du titulaire.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1) Responsabilités

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct de la personne publique et, à ce titre, est responsable de la totalité des prestations et de leur bonne exécution. Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l'exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l'origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

Le titulaire est seul responsable de la discipline et de la bonne tenue de son personnel dans les locaux de l'administration. Il établit des consignes précises à leur intention. Ces consignes sont communiquées à l'administration avant leur diffusion aux personnels concernés.

12.2) Obligation de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d'assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du marché (article 2 du CCTP).

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. A défaut d'arrangement, l'administration peut résilier le marché.

12.3) Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'administration.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire ne saurait se prévaloir d'une

incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'administration différente de celle qu'il aurait préconisée.

12.4) Informations

Les parties sont tenues à l'obligation d'informations réciproques et d'alertes préalables dès l'instant où la survenance d'une circonstance ou d'un fait est de nature à perturber la bonne exécution du marché.

En outre, le titulaire est dans l'obligation de signaler, sans délai et par écrit, toutes les modifications intervenues le concernant, notamment celles se rapportant à ses qualifications et aux habilitations nécessaires pour effectuer les prestations du présent marché, ainsi que les modifications intervenant dans l'équipe en charge de la prestation.

Le titulaire s'engage à notifier immédiatement toute modification, survenant durant l'exécution de la prestation, relative aux points listés à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS. S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues pour la réalisation pour faute.

12.5) Confidentialité

Toute personne relevant du titulaire (co-traitant, sous-traitant inclus) doit respecter les mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physique à des locaux ou d'accès logique à des informations.

Le titulaire a une obligation de confidentialité et de discrétion sur les activités, informations et renseignements recueillis à l'occasion de la prestation. Le personnel du titulaire doit s'engager à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations.

Le titulaire est responsable de l'organisation des conditions matérielles de mise en œuvre et de respect de toute information qui lui est confiée. Elle s'applique au titulaire et à chacun de ses membres à titre personnel, à chacun de ses co-traitants et/ou de ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute pouvant conduire l'administration à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'administration au titulaire, au titre de l'article 1242 du code civil.

L'administration se réserve la possibilité, pour des raisons qu'elle justifierait, d'enlever le droit d'accès aux locaux à tout agent du titulaire et de demander son remplacement immédiat.

Le titulaire s'engage, en cas de nécessité et pour quelques raisons que ce soit, à remplacer dans les meilleurs délais, tout agent initialement désigné par un personnel de qualification équivalente, préalablement soumis à l'agrément de l'administration et expressément accepté par ses soins, étant entendu que ce changement n'a aucune incidence financière.

12.6) Responsabilité civile professionnelle

Le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents, de quelque nature que ce soit, à l'égard des personnes et des biens causés par la conduite des prestations objet du présent marché ou par les modalités de leur exécution.

Pour garantir les conséquences d'une éventuelle mise en cause de sa responsabilité, avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit avoir souscrit une assurance couvrant l'ensemble des risques encourus au titre des prestations. Les garanties doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations ; elles doivent être maximales pour les dommages corporels.

Dans le délai de 15 jours à compter de la notification du marché, le titulaire doit transmettre à l'administration sa ou ses polices d'assurance ainsi que la preuve du versement des primes

correspondantes. Chaque année, à la date anniversaire de la notification, le titulaire rapporte cette même preuve à l'administration.

Le titulaire fait son affaire des franchises éventuellement prévues dans les contrats d'assurances par ses soins.

12.7) Défaillance du titulaire

Le titulaire s'engage à assurer, en toute circonstance, les prestations définies au titre du présent marché tant en quantité qu'en qualité.

Dans la mesure où il est reconnu défaillant, l'administration est habilitée à prendre toutes les mesures nécessaires pour répondre aux besoins par tout autre biais. Le cas échéant, celle-ci peut recourir aux services de toute autre société compétente afin d'assumer des prestations d'entretien, aux seuls frais du titulaire, sans préjuger des réfections et pénalités applicables dont les modalités de mise en œuvre sont édictées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du présent marché.

12.8) Reprise du personnel et transmission des informations sur la masse salariale

Les accords de la convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 établissent dans l'article 7.2 les modalités de transfert et d'information selon lesquelles l'entreprise prestataire entrante reprend le personnel de l'entreprise sortante lors des renouvellements de marchés. Rappelant l'obligation réglementaire d'avoir en permanence un effectif précis qualifié et formé sur site, l'administration demande au titulaire de respecter ces engagements.

Lors du renouvellement du présent marché, le titulaire devra communiquer à l'administration des informations sur le coût de la masse salariale de ses personnels à reprendre (qualification et ancienneté des agents, ...) sur les différents sites. La non transmission de ces éléments dans le délai requis par l'administration est pénalisée dans les conditions fixées au présent CCAP. Le personnel repris devra satisfaire aux conditions de classifications d'emploi, qualifications et habilitations exigées au présent marché.

ARTICLE 13. RESILIATION

Le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et aux risques du titulaire conformément à l'article 45.1 du CCAG/FCS :

– soit lorsque le titulaire n'a pas déferé à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

– soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG/FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le marché peut être résilié pour faute de son titulaire, sans que le titulaire ait droit à une indemnité de résiliation, à défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation de remplaçants par le pouvoir adjudicateur.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L.8222-6 du Code du travail l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 14. DISPOSITIF DE VIGILANCE (ARTICLE D8222-5 DU CODE DU TRAVAIL)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

ARTICLE 15. DISPOSITIONS DIVERSES

15.1) Moyens de communication

En cas de notification par courrier électronique ou par télécopie, le titulaire accuse réception en renvoyant au ministère un courrier électronique ou une télécopie de confirmation.

La plateforme des achats de l'État (PLACE) peut également être utilisée.

15.2) Forme des notifications et informations

Les décisions ou informations qui font courir un délai, ainsi que les bons de commande, sont notifiés au titulaire suivant les modalités de l'article 3.1 du CCAG/FCS.

En cas de notification par courriel, le titulaire en accuse réception par un courriel envoyé en réponse.

La notification pourra également se faire via la plateforme des achats de l'État, PLACE.

15.3) Délais

Sauf mention contraire, les délais figurant dans les documents de marché sont exprimés en jours calendaires.

ARTICLE 16. DIFFERENTS, LITIGES ET JURIDICTIONS COMPETENTES

Le présent marché est régi par le droit français.

Si, à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché, un différend survient entre le titulaire et la personne publique, il est fait application des dispositions prévues au chapitre 8 du CCAG/FCS.

Notamment, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend et peuvent, à cette fin, recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du CCP.

Au cas où aucun accord amiable ne pourrait être trouvé entre les parties, le litige éventuel sera soumis au tribunal administratif de Cergy-Pontoise :

Tribunal administratif de Cergy-Pontoise
2-4 boulevard de l'Hautil
BP – 30322
95027 CERGY PONTOISE Cedex
Téléphone : 01.30.17.34.00 / télécopie : 01.30.17.34.59
Courriel : greffe.ta-cergy-pointoise@juradm.fr

ARTICLE 17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les articles du CCAP cités dans le tableau ci-dessous dérogent aux articles du CCAG/FCS correspondants.

Articles du CCAP	Articles du CCAG/FCS
3	4.1 et 4.2.1
7.2	10.2.4
9	14
13	42